

Liliana Scolaro Richetta

Liliana Scolaro Richetta (1920-2001) est une résistante antifasciste italienne. Engagée à 24 ans dans les Groupes de Défenses des Femmes, elle y lutte déjà pour la démocratie, l'idéal européen et l'émancipation des femmes. Ces combats, elle les poursuit après la guerre en prenant la tête du secrétariat national de l'Association Mazzinienne Italienne (AMI), en participant à créer la Fédération des femmes italiennes (FID) et le Lobby Européen des Femmes (LEF), ou encore en représentant le Conseil national des femmes italiennes (CNDI) au Centre Européen du Conseil International des Femmes (CECIF).

Autrice: Claire Lafon

Date: Octobre 2025

Liliana Scolaro est née à Turin le 2 janvier 1920. Son père, Amerigo Scolaro, issu d'une famille bourgeoise aisée et progressiste, est ingénieur chimiste et directeur d'une entreprise de fabrication de valves de pneus. Sa mère, Carmela Catella Tribuzio, aussi issue d'une famille fortunée, devient femme au foyer. Liliana Scolaro grandit dans la région du Piémont et fait des études à la faculté de droit de Turin avant que la seconde guerre mondiale éclate.

Résistante mazzinienne : la démocratie, l'idéal européen et l'émancipation féminine comme boussoles

Comme son père franc-maçon et antifasciste convaincu, Liliana Scolaro participe à la résistance. En effet, Amerigo Scolaro fait de sa maison de vacances à Reano, achetée en 1941 et connue sous le nom d'« il Palazzo », un lieu de rencontre pour les partisans et un refuge pour plusieurs Juifs. Liliana, elle, est aussi une fervente mazzinienne, c'est-à-dire qu'elle est proche de la pensée républicaine, démocrate, antifasciste et internationaliste de Giuseppe Mazzini (personnalité du *Risorgimento*¹) et du Parti d'Action (un parti social-démocrate républicain de centre gauche qui a comme idéal l'Europe² et auquel adhère d'ailleurs Altiero Spinelli³ après avoir créé le Mouvement Fédéraliste Européen⁴ en août 1943).

En 1944, âgée de 24 ans, Liliana Scolaro s'engage donc activement dans la résistance, avec d'autres femmes mazziniennes telles qu'Ada Gobetti⁵ ou Frida Malan⁶, au sein des Groupes de

¹ La « résurgence » ou « unification » italienne désigne la période de l'Histoire italienne de 1848 à 1870, caractérisée par un élan vers l'unité nationale.

² Giuseppe Mazzini avait d'ailleurs créé les associations européennes La Giovine Europa (Jeune Europe) en 1834 et le Comité central démocratique européen en 1850. La Giovine Europa a été fondée pour rassembler et coordonner les peuples d'Europe qui aspiraient à l'indépendance nationale (contre les régimes absolus) et représente l'une des premières tentatives de créer une organisation démocratique supranationale. Le comité central démocratique européen a lui été une tentative d'organiser la gauche européenne au niveau international.

³ Fondateur du Mouvement fédéraliste européen (MFE) en 1943 puis cofondateur de l'Union des fédéralistes européens (UFE), Altiero Spinelli est considéré comme l'un des pères fondateurs de l'UE. Il devient d'ailleurs membre de la Commission européenne, puis du premier Parlement européen élu au suffrage universel direct en 1979.

⁴ Ce MFE devient ensuite la section italienne de la fédération européenne intitulée l'Union des fédéralistes européens (UEF) créée en 1946 et dont le siège est à Bruxelles.

⁵ Ada Gobetti est une enseignante d'anglais, journaliste et leader antifasciste qui a cofondé le Parti d'Action.

⁶ Frida Malan est enseignante et résistante, laïque, internationaliste, européenne. Et en 1966, elle devient la première femme conseillère municipale à la santé dans une grande ville italienne (Turin).

Défenses des Femmes (*Gruppi di difesa della Donna – GDD*). Ces groupes – rassemblant environ 70 000 personnes – ont été constitués en 1943 par des membres du parti communiste, du parti socialiste et du Parti d’Action avec un objectif double : faire contribuer les femmes à la guerre contre le régime fasciste de Benito Mussolini et mobiliser toutes les classes sociales en faveur de l’émancipation des femmes. Selon l’historienne Cristina Vernizzi, l’engagement de Liliana Scolaro (épouse Richetta) au sein de ces groupes de défense révèle ses traits de personnalité : « son concrétisme et sa grande capacité à organiser et à comprendre immédiatement les problèmes rencontrés, même dans ces moments dramatiques » (Vernizzi 2007). On y retrouve aussi déjà les causes auxquelles elle consacre toute sa vie : la démocratie, le féminisme et l’eupéanisme.

À la fin de la guerre, Liliana Richetta prend d’ailleurs la tête du secrétariat national de l’Association Mazzinienne Italienne (AMI)⁷ qui, dans l’article 1 de ses statuts, affirme « chercher à mettre en œuvre l’émancipation féminine et à réaliser l’unité fédérale européenne ». Dans ces buts, l’AMI collabore d’ailleurs avec le Mouvement Fédéraliste Européen (MFE) et s’affilie au Mouvement Européen International (MEI) ainsi qu’au Conseil National des femmes italiennes (CNDI).

Militante féministe locale et nationale proche des institutions

Après la guerre, Liliana Richetta s’implique aussi dans de nombreuses associations de femmes aux niveaux local et national. En effet, à Turin en 1949, elle devient membre fondatrice de la Fédération des femmes italiennes (*Federazione Italiana Donne – FID*), co-crée avec les mazziniennes Giuseppina Capurro Picchi et Frida Malan. Cette FID a pour objectif principal la défense des droits civils et moraux des femmes et des jeunes. Liliana Richetta y reste membre du Conseil d’Administration pendant plus de trente ans, notamment en tant que secrétaire puis vice-présidente dans les années 1960.

À partir de 1959, Liliana Richetta représente cette FID dans le Comité des associations féminines de Turin (*Comitato di Associazioni Femminili Torinesi – CAFT*), créé – comme le Comité du Travail Féminin français de Marcelle Devaud – dans le but d’étudier les problèmes du travail des femmes (formation professionnelle, égalité de rémunération, etc.). De la même façon, de 1957 à 1993, Liliana Richetta représente cette FID au sein du Conseil national des femmes italiennes (*Consiglio Nazionale delle Donne Italiane – CNDI*⁸), qui est la branche italienne (fondée en 1903) du Conseil International des Femmes (CIF). Elle devient même présidente du CNDI de 1960 à 1975, puis de nouveau de 1986 à 1990. De plus, en 1976, elle devient aussi la première présidente du Conseil régional des femmes du Piémont (*Consulta Femminile Regionale*), un organisme consultatif créé en 1976 en appui au conseil régional du Piémont.

À ces postes, elle travaille avec le gouvernement, notamment avec la première femme ministre en Italie – la ministre du Travail Tina Anselmi, européiste et féministe – puisque Liliana Richetta devient déléguée du CNDI au sein de la Commission nationale pour l’Égalité des chances de ce ministère.

⁷ L’AMI avait été créée en 1943 dans la clandestinité par d’importantes personnalités de mouvement antifasciste pour propager les idées républicaines d’émancipation morale, politique et sociale de Giuseppe Mazzini, combattre le nazisme et le fascisme, et « créer une alliance universelle entre les peuples ».

⁸ Le CNDI est une fédération d’associations féminines et mixtes engagées dans l’amélioration sociale des femmes, ouverte aux femmes de tous bords politiques et religieux. Elle organise des débats, appuie la création de coopératives de femmes, et s’engage pour l’éducation des femmes analphabètes, pour une meilleure prise en charge de la santé des femmes, pour une meilleure place des femmes dans les processus de décision professionnels et politiques, et contre les violences envers les femmes (notamment la prostitution). Le CNDI a été dissout à l’époque fasciste et reconstitué en 1944.

Vers l'Europe : son rôle au Centre européen du Conseil international des femmes et au Lobby Européen des Femmes

Grâce aux associations nationales précitées, elle s'engage aussi aux niveaux international et européen et participe à de nombreuses rencontres transnationales. Elle est en effet déléguée italienne (du CNDI) au Centre Européen du Conseil International des Femmes (CECIF). Elle participe aussi activement à la rencontre internationale de femmes organisée par la FID à Copenhague en avril 1960, qui rassemble un millier de femmes. Lors de la préparation de cette rencontre, Liliana Richetta échange des lettres avec le comité d'organisation international sur « le rôle des organisations féminines pour la détente internationale, le désarmement et la coopération entre les peuples ». De même, en octobre 1963, Liliana Richetta participe à la conférence organisée à Milan par la FID sur l'égalité de rémunération dans le marché commun. Finalement, « Liliana Richetta participe à des rencontres à Budapest, en Hollande, à Paris, et sur les bancs du Parlement européen avec Tina Anselmi [au sein de la Commission consultative pour l'Égalité des chances dans les années 1980] » (Vernizzi 2007).

En outre, Liliana Richetta peut être considérée comme une des fondatrices du Lobby Européen des Femmes (LEF) car, en tant que présidente du CNDI, elle représente l'Italie dans les réunions préparatoires à la création de ce lobby, et ce dès 1981 où a lieu le premier grand débat sur la situation des femmes en Europe. Elle est en effet présente aux quatre principaux colloques d'associations de femmes préalables à la naissance du LEF qui sont organisés par Fausta Deshormes La Valle dans les années 1980 à Bonn, Turin, La Haye et Londres. Après le premier colloque de Bonn en 1982, c'est d'ailleurs elle qui a l'idée d'organiser le second colloque d'organisation de femmes à Turin, en mars 1984, et le propose à Fausta Deshormes qui accepte. En parallèle de ce colloque, Liliana Richetta organise avec Fausta Deshormes une journée d'étude à Turin intitulée « Vers l'égalité juridique entre hommes et femmes grâce à la CE ». Après ces colloques préparatoires, elle devient l'une des 12 officiers de liaison du LEF en 1988, représentant l'Italie aux réunions préparant l'Assemblée générale constituante du LEF. Finalement, elle devient l'une des quatre déléguées italiennes lors de l'AG constituante du LEF en 1990 et dans les années suivantes (1991- 1992). C'est pourquoi Beatrice Rangoni Machiavelli, proche de Liliana Richetta et membre de l'association Femmes d'Europe, insiste sur « le rôle central joué par Richetta dans la création du Lobby Européen des Femmes ».

Autres engagements politiques et sociaux

En parallèle de ces engagements pour les femmes et l'Europe, Liliana Richetta s'implique dans l'éducation (avec la Fédération nationale des enseignants), dans la diffusion de la culture italienne à l'étranger (elle soutient la maison italienne en Israël) ainsi qu'en politique. Mazzinienne, elle devient finalement membre du Parti Républicain Italien (PRI) d'Ugo La Malfa : un parti laïc, libéral et démocrate situé entre le parti centriste Démocratie chrétienne et le Parti socialiste sur l'échiquier politique italien – et elle devient membre du Conseil national du Mouvement des femmes Républicaines. Enfin, de 1985 à 1990, en même temps que son implication au LEF, elle devient maire de Reano, une commune piémontaise de la métropole de Turin. Elle est par ailleurs connue comme fervente défenseuse de la laïcité et dotée d'une éthique calviniste qui a toujours porté son engagement civique et social.

« Femmage »

Liliana Richetta décède en 2001. En mai 2003, pour lui rendre « femmage », le Conseil régional du Piémont crée une brochure commémorative intitulée « Liliana Richetta, entre Piémont et Europe », où les historiennes Cristina Vernizzi et Elena Vaccarino louent « l'adhésion constante de Liliana Richetta aux associations de femmes et son engagement social et politique passionné et généreux à l'échelle locale, nationale et surtout européenne, qui ont fait d'elle une figure importante pour les femmes

piémontaises ». Elles décrivent Liliana Richetta comme « une personne d'une profondeur considérable dont le rôle dans la société italienne de 1945 à la fin des années 1990 est difficile à saisir et la biographie difficile à reconstituer, car les sources la concernant sont dispersées parmi une myriade d'organismes publics et privés dans lesquels elle a eu une place considérable. De la Résistance à la Commission ministérielle pour l'Égalité des chances aux côtés de Tina Anselmi, au Conseil national des femmes italiennes et à son implication internationale au Lobby Européen des Femmes, elle a mené une longue et incessante lutte pour l'émancipation féminine. Son action l'a conduite à plusieurs reprises à l'étranger où elle a travaillé au sein de la Commission consultative pour l'Égalité des chances (commission FEMM) au Parlement européen » (Vernizzi 2007).

Table 1. La carrière de fédéraliste européenne et féministe de Liliana Richetta en quelques dates clés

Dates	
1944	S'engage dans la résistante antifasciste mazzinienne , au sein des Groupes de Défenses des Femmes proches du Parti d'Action social-démocrate qui a pour idéal l'Europe (et auquel adhère Altiero Spinelli).
À partir de 1946	Prend la tête du secrétariat national de l' Association Mazzinienne Italienne (AMI) qui cherche à « mettre en œuvre l'émancipation féminine et à réaliser l'unité fédérale européenne », en collaborant avec le Mouvement fédéraliste européen (MFE), et en s'affiliant au Mouvement Européen International (MEI).
1957-1993	Représente la Fédération des femmes italiennes (FID) au Conseil national des femmes italiennes (CNDI) .
1960-1975 et 1986-1990	Préside le Conseil national des femmes italiennes (CNDI) et est déléguée italienne au Centre européen du Conseil International des femmes (CECIF) .
Années 1980	Devient déléguée du Conseil national des femmes italiennes (CNDI) à la Commission consultative pour l'égalité des chances créée par la ministre du travail Tina Anselmi, avec qui elle participe à des rencontres à Budapest, en Hollande, à Paris et sur les bancs du Parlement européen.
1981-1989	Participe à l'instauration du Lobby Européen des femmes , devenant l'officier de liaison italienne du projet.

Pour en apprendre davantage

Bourgin, G. (1913), « Mazzini et le comité central démocratique en 1851 », *Il Risorgimento italiano. Rivista storica*, VI, pp. 366-375.

Fonds Lobby Européen des Femmes – EWL / LEF (1988-2017), n° 156, Bruxelles, Centre d'archives et de recherches pour l'histoire des femmes de Bruxelles (AVG-CARHIF), déposé en 2018.

Lafon, C. (2024), *Histoire et sociologie politiques des origines du Lobby Européen des Femmes. Quand des femmes et leurs organisations s'orientent vers l'Europe (1919-1993)*, Thèse de doctorat en histoire et en sciences politiques et sociales, Sorbonne Nouvelle et UCLouvain Saint Louis-Bruxelles.

Richetta, L. (1960), Lettre envoyée au comité international d'organisation de la rencontre 1960, inventaire du fonds d'archives de la Fédération italienne des femmes (FID) rédigé en 2010.

Vernizzi, C. (2007), Notice biographique sur Liliana Richetta, site des archives des femmes du Piémont <<https://www.archiviodonnepiemonte.it/memorie-disperse-memorie-salvate-i-edizione-torino-25-maggio-2007/liliana-richetta-la-ricostruzione-di-una-memoria-cristina-vernizzi/>>, consulté le 22 décembre 2021.